

## **Front du refus contre front national...**

Ce 12 Octobre ne fut pas une rentrée sociale coutumière: le secteur public en grève, les départements massivement mobilisés, ce fut un succès incontesté. La lettre de Blondel avait donné le signal, la réponse de Viannet permettait la réussite. Le refus de NOTAT écartait l'ambiguïté. Les quelques tentatives de dévoiement ont fait long feu, comme à Lyon où le PS prétendait défiler en tête. Il faut dire que la plate-forme contenue dans l'appel de la C.G.T.F.O ne laissait guère place à l'équivoque:

- "-augmentation des salaires, retraites et allocations
- gel des licenciements
- défense de la protection sociale collective et des services publics".

### **Augmentation des salaires contre partage des salaires**

Cette plate-forme n'exprime pas une simple divergence avec la politique de la C.F.D.T., mais une opposition. Soyons clairs: réclamer dans le présent contexte, *"la diminution du temps de travail - le partage du travail"* peut apparaître comme une revendication bon enfant, pour peu on l'assimilerait à celle des 3 huit de nos aînés. A leur époque, au début du machinisme et en pleine productivité les travailleurs se sont battus durement et longtemps pour obtenir, en même temps que l'augmentation des salaires, la diminution des durées journalières. Patronat et gouvernement leur répondaient à coup de labels, lors de 1ers Mai sanglants Les ancêtres de la C.F.D.T., les jaunes restaient terrés chez eux. Plus tard c'est à l'issue des grandes grèves de 36 que furent arrachés la semaine anglaise et les congés payés.

Aujourd'hui il s'agit d'un plan gouvernemental de déréglementation offert au patronat et au grand capital d'un pays entré en récession: comment, lorsque l'on produit moins, préserver les profits sinon en rognant sur les salaires? Tout est là, et quand Notat entend *"pousser le gouvernement plus loin dans les points positifs du plan"* elle s'adresse aux chambres patronales pour imposer la *"participation"* des travailleurs à la réduction de leurs salaires. C'est ce débat sur la méthode qu'a ouvert au parlement la proposition Chamard, soutenue par les députés PS: voie législative ou négociations par entreprises. Il ne s'agit pas d'accabler les pauvres bougres qui par peur et sous la menace se trouveront coincés ici ou là dans de telles *"négociations"*, mais de combattre un système qui consiste à mettre à genoux la classe ouvrière où chaque travailleur serait impliqué dans la responsabilité des licenciements, où l'unique salut réside dans la compétitivité de l'entreprise qui réside elle-même dans la réduction des coûts salariaux.

C'est contre l'instauration de ce système qui revient à s'installer dans la spirale exponentielle et incontrôlable de la récession que s'est élevée la manifestation du 12 Octobre. En posant comme exigence l'augmentation des salaires, retraites et allocations, la C.G.T.F.O. heurte de front ("le front du refus" dit Notat) le front national de la C.F.D.T., du gouvernement et d'une majorité du CNPF. La logique de l'augmentation du pouvoir d'achat et de la consommation en perspective d'une relance, c'est l'inverse de la soumission des salariés aux impératifs de la récession qui implique l'asservissement des syndicats. Comme la langue d'Esopo, la meilleure et la pire des choses, le vocable *"lutte pour l'emploi"* n'a pas la même signification dans la bouche des uns et des autres: pour les autres c'est le partage du travail et des salaires, pour nous c'est la lutte contre la dégradation des salaires, c'est à dire le contraire.

### **Et demain**

Vianet ne pourra rester longtemps écartelé entre le petit déjeuner avec Notat et l'après-midi revendicative à côté de Blondel. Quelles que soit les zizanies internes au P.C., les travailleurs C.G.T. ont montré leur aspiration à l'unité d'action avec F.O. sur une plate-forme lutte de classe. A l'actif de cette journée les grèves unitaires et massives du secteur public (85% à France Télécom) pour la défense des

statuts et des salaires. A l'actif également la participation de certaines U.D.-C.F.D.T., malgré leur consigne confédérale, sur des mots d'ordre clairs tels que *"non au partage et des revenus"*, comme à Metz, Angers, Bordeaux ... Au passif, par contre, quelques manifestations où la confusion du nombre s'établit autour du slogan consensuel *"pour l'emploi"* concédé aux recompositeurs de toutes obédiences, thème de la *"journée d'action nationale"* C.F.D.T., du 15 Octobre qui valut à Notat les sifflets d'une partie de ses troupes à Paris.

Nul ne peut dire quelle forme prendra la lutte des classes dans les jours qui viennent. Pour l'heure, dans la foulée du 12.10, les employés d'Air-France donnent le ton d'une grève dure et totale, comme, on n'en avait vu depuis 20 ans, avec assemblée générale quotidienne, rejetant le plan de gel des salaires et suppression d'emplois.

Par contre les salariés devront se prémunir contre les distractions dans une pléiade de *"journées d'actions"* éparpillées sectoriellement et géographiquement, et poursuivre dans la perspective d'une grève généralisée sur les mots d'ordre clairs et unificateurs du 12 Octobre.

Nul ne peut prédire l'issue de ce bras de fer qui s'engage dans un cadre économique qui est celui de l'économie de marché. Quand J. DELORS envisage une réunion spéciale des Douze sur *"les convergences économiques nécessaires en fonction du chômage"* en progression dans toute l'Europe (14% prévus pour la France en l'an 2000), quand le directeur du F.M.I. se félicite de la décision des pays industrialisés de *"s'attaquer à leurs rigidités structurelles dans le domaine de l'emploi et des avantages sociaux"*, quand il engage ces pays à pratiquer *"resserrement des politiques budgétaires, privatisation des entreprises publiques.... gel des salaires"* quand le patronat de la métallurgie allemande dénonce l'ensemble des conventions collectives, quand le gouvernement espagnol projette un pacte social réduisant de 5% les salaires, on s'aperçoit que les mots d'ordre du 12 Octobre sont susceptibles d'opposer les convergences ouvrières aux convergences économiques de Delors et du F.M.I. bien au-delà de l'exagone.

A condition, évidemment de ne pas transformer le front du refus en fronts nationaux pour l'emploi, bras dessus- bras dessous avec Notat, en convergence avec frère Jacques et son projet de pacte social européen.

Leur Europe monétaire de Maastricht a pris du plomb dans l'aile cet été. L'Europe marchande achoppe à Blair-House, l'Europe politique et militaire s'enlise en Bosnie. Faisons l'Europe des luttes sociales.

**22/10/93**  
**Serge MAHE**

-----

Il nous apparait opportun de republier LA LETTRE ANARCHISTE N° 4 , "LE PAIN ET L'INSTRUCTION" que nos abonnés recevront ultérieurement en supplément. La postface suivante complétera le texte initial.

## **LAÏCITE**

Depuis Février 1989, les évolutions ou plutôt les régressions se sont précisées dans le sens voulu dès 1793 par RABAUT St ETIENNE et LE PELLETIER, ajoutant au partenariat "des forces vives" de la société civile jacobine celles des religions revendiquée par LE CHEVALIER, ministre de PETAINE

La mise en place des Projets d'école et l'enseignement par cycles se substituant à la classe et aux programmes vont renforcer les inégalités, au nom d'un droit à la différence qui justifie en fait les différences sociales.

L'accord LANGCLOUPET du 13 06 92 sur la formation des maîtres confère une mission de service éducatif public à l'école confessionnel.

Le changement de majorité parlementaire intervenu en Mars 93 n'a pas entamé le consensus entre la Gauche et l'Eglise de France qui fait assaut de politesses à l'occasion de la réforme aggravante de la Loi FALLOUX: Mgr DECOURTRAY s'interdit de "rallumer la guerre scolaire" tandis que J.LANG propose "une libération graduelle et financièrement compensée par l'Etat".

Quant à la F.E.N., syndicat autonome et quasiment monopoliste des enseignants, elle a suivi les péripéties de l'union et de la désunion de la Gauche: ses deux tendances majoritaires ont divorcé, l'une liée au P.S. ( F.E.N. maintenue) et l'autre aux rénovateurs du P.C. (F.S.U.), concurrents sur le terrain d'une syndicalisation de plus en plus exsangue, coopèrent dans les commissions administratives pour participer à la "*Nouvelle politique scolaire*" inovée par les ministres socialistes et poursuivie par leur successeur de Droite sur la base des "*Projets d'école*" et "*postes à profils*". C'est le triomphe des thèses du S.G.E.N. C.F.D.T. Elles inspirent les réformes des gouvernements qu'accompagnent ou devancent ces trois syndicats dont les convergences conduisent logiquement à leur recomposition dans le giron de la C.F.D.T.

Au premier congrès suivant la scission, en Juin 93, le secrétaire du Syndicat Enseignant F.E.N. y est allé carrément: "*La Gauche a ouvert la voie avec l'accord LANG-CLOUPET. Les fonds publics à l'école privée c'est irréversible.*"

La C.G.T.-Force Ouvrière est la seule confédération syndicale qui revendique l'attribution des "*fonds publics à l'école publique, les fonds privés l'école privée*" en application du principe institutionnel de laïcité de l'Etat.

Parmi les autres organisations, à notre connaissance, le Parti de Travailleurs (et ses composantes: C.C.I.,U.A.S., ex P.C, . ex P.S.) se réclame de ce principe ainsi que la Libre Pensée et nous-mêmes, anarchistes syndicalistes regroupés à l'A.S.A. Des militants qui animent aujourd'hui ces organisations s'étaient rencontrés en 1981 autour de "*l'Appel aux laïques*" pour condamner les atteintes à la laïcité sous toutes ses formes: fonds publics alloués à l'enseignement privé et altération de la notion de laïcité par l'invention d'une "*laïcité ouverte, laïcité plurielle*" consacrant un rôle éducatif officiel des religions.

Le Parti des Travailleurs et la Libre Pensée postulent désormais que le combat laïque passe par la constitution d'un "*Front laïque et Républicain*" rassemblant des "*femmes et hommes de progrès*" qui se proposent de doter la pays d'un "*Parlement représentatif*" (Manifeste "Vers un Front laïque et Républicain").

Quant à nous, sans illusion sur l'utilisation de l'Etat et de ses pompes, sachant qu'on ne peut restaurer une république bourgeoise sans bourgeoisie, fut-elle laïque, persuadés que le contexte politique actuel n'est pas celui du Bloc des Gauches du début du siècle et que la bourgeoisie (de gauche et de droite) en tant que classe, hormis quelques personnalités, s'est depuis longtemps réconciliée avec l'Eglise du Ralliement, nous affirmons que l'émancipation intellectuelle et morale de l'humanité reste étroitement liée à l'affranchissement matériel et économique de la classe ouvrière de l'oppression capitaliste.

Tirant les leçons de l'expérience du C.N.A.L., terrain de manoeuvres électorales et parlementaires des partis, nous considérons que la méthode la plus unitaire et la plus efficace pour défendre la laïcité, comme les autres libertés démocratiques, est la méthode syndicale définie à Amiens en 1906 s'appliquant aux laïques c'est à dire leur rassemblement "*quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques*" pourvu qu'ils se retrouvent sur le principe de la laïcité de l'enseignement: une école qui instruit; et sur celui de la laïcité institutionnelle impliquant entre autre que les fonds publics soient réservés aux seuls établissements publics.

La restauration de la laïcité ne sera pas indépendante de celle des acquis démocratiques et sociaux remis en cause aujourd'hui.

Elle s'inscrit dans le renversement des rapports de forces en faveur de la classe ouvrière en lutte encore faut-il que ses organisations la portent à l'ordre du jour.

-----

# NOUVELLES BREVES

## LIPPE AMERE

Triste anniversaire des "paroissiens de Palente". Vingt ans plus tard ils se sont retrouvés à deux centaines pour commémorer l'expérience autogestionnaire de Lip autour d'un discret Charles Piaget Qui se souvient de la *"marche des cent mille"* venus encourager les 1300 grévistes à redémarrer l'usine en liquidation? Les coopératives créées pour donner un statut juridique ont fait faillite les unes après les autres, les exigences économiques ont eu raison du rêve d'alternatives en système capitaliste et des choeurs qui l'avaient bercé. En épilogue il reste une petite unité reprise par un industriel et employant 50 salariés.

Cela n'a pas empêché Nicole NOTAT, lors d'un colloque à Besançon, de se référer à l'expérience de Lip pour *"redonner à la C.F.D.T. sa capacité d'entraînement"*. Bon vent!

## CRUELS DILEMMES

Comme toutes les bonnes âmes les évêques se devaient d'apporter au problème de l'emploi leur recette inspirée: *"libérer du temps à côté de l'emploi rémunéré"*. C'est faible, car en dehors des congés payés cela s'appelle du chômage. Le journal Le Monde (28.9) qui souligne l'intérêt permanent de l'épiscopat pour *"une autre logique du travail évoque ses propositions de 1982"*:

*"... au nom d'une logique redistributive des emplois et des revenus (notamment par le partage du travail), l'inspiration deloriste (Jacques Delors, proche de l'épiscopat, était alors ministre de l'économie du gouvernement Mauroy), le conseil permanent des évêques publiait un document ("Pour de nouveaux mode de vie") appelant les français à changer leurs comportements individuels et collectifs (jusqu'à la renonciation au cumul des emplois et des salaires dans le couple) pour répondre à la montée du chômage...."*

Ce DELORS, devenu président de la commission de Bruxelles, était sûrement dans les mêmes dispositions lorsqu'il affirmait vouloir *"mettre d'accord pouvoirs publics, organisations patronales et syndicales dans le cadre général"* d'un pacte européen pour l'emploi, lors d'une réunion du club Témoin le dernier week-end d'Août à Lorient. Les intentions du seul présidentiable crédible du P.S. ne sont pas faites pour rassurer les travailleurs, et ses intimités épiscopales interpellent les laïques sans vraiment les surprendre.

Le sort semble d'ailleurs s'acharner à détruire tous les espoirs électoraux de ces derniers. Il y a quelques mois le ministre PASQUA avait rudement renvoyé dans ses buts l'épiscopat au nom de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Du jamais vu depuis le Père COMBES. Hélas, voici qu'à l'occasion d'une inauguration à la Mosquée de Paris, donnant en exemple le prosélytisme musulman, il conseille aux églises catholiques et protestantes *"de remplir les églises, d'aller évangéliser les banlieues difficiles, plutôt que de laisser les imams y prêcher l'intégrisme"*. Le ton y est toujours, mais le sens rappelle beaucoup celui de la *"laïcité plurielle"* en vogue dans les milieux de gauche. Pour achever, le présidentiable CHIRAC ne vient-il pas de préfacier un *"Guide de la rentrée"* faisant l'article des deux écoles cohabitant à Paris *"l'enseignement privé sous contrat bénéficie d'une bonne image de marque étayée de sérieux et de réussite"* et la Mairie lui prodigue des subsides *"bien au-delà de ses obligations légales"*. Alors que l'école publique qui obtient *"des résultats aux examens plus qu'honorables"* souffre néanmoins *"de lourdeur des effectifs, anonymat des élèves, manque de suivi dans la scolarité, choix de rétablissement limite par la sectorisation géographique"*. Que de tourments en perspective pour les républicains qui voudront choisir dans l'ombre perfide des isolements un président laïque!

## VERITATAS SPLENDOR

Le dernier best-seller de KAROL WOJTYLA. Ca vient de sortir, et ça vaut pas cher 30 Fr les 200 pages. Destiné principalement aux évêques l'ouvrage les rappelle à davantage de rigueur vis a vis *"des institutions catholiques (établissements scolaires ou hospitaliers) qui ne seraient pas fidèles à cet enseignement"* et exige qu'ils retirent le cas échéant *"la qualificatif de catholiques aux écoles, aux universités, aux cliniques ou aux services médico-sociaux qui se réclament de l'Eglise"*. Corollairement le pape réclame *"un usage juste et honnête des fonds publics"* c'est à dire leur versement aux institutions précitées. Rien de nouveau en somme.

Quant au contenu éthique selon le théologien allemand Eugène DREWERMANN le texte présente *"non pas une réflexion insuffisante, mais pas de réflexion du tout"*. Un autre commentateur au goût discutable a tranché *"un livre à lire dans les W.ché"*.